

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article3019>

Communiqué intersyndical le 13/10/2020 à Montpellier : De la LPR on en veut toujours pas !

- VIE DU SYNDICAT - RÉGIONS - Languedoc-Roussillon - Nos actions -

Date de mise en ligne : mercredi 14 octobre 2020

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Pour le retrait de la LPR : On était là aussi à Montpellier car on n'en veut toujours pas de cette loi !

Nous étions une centaine de personnels des universités et de la recherche, en particulier de jeunes collègues, et des étudiants, rassemblés dès midi sur l'Esplanade, drapeaux et banderoles déployés, ce mardi 13 octobre 2020.

Après la chorégraphie de lutte anti-LPR, les différentes organisations syndicales présentes ont pris la parole, résumées dans ces quelques lignes :

- Pour FO-ESR : « Dans le contexte actuel, nous sommes une centaine, notre rassemblement est donc significatif. Personne ne veut de cette LPR. Nous n'allons pas résoudre la précarité en rajoutant de nouveaux contrats précaires. Le protocole indemnitaire mis en place pour faire accepter la LPR, c'est l'extension du Rifseep aux enseignants chercheurs, FO, avec d'autres, ne le signera pas. FO refuse également le distanciel et l'enseignement dégradé qui va produire une nouvelle baisse du niveau des étudiants ».
- Pour le SNTRS-CGT : « La CGT non plus ne cède pas au chantage de primes augmentées pour certaines catégories même si bien sûr les chercheurs comme tous les personnels méritent d'être augmentés. Elle ne signera pas ce protocole sorti du chapeau de la ministre fin août pour faire passer la LPR alors que ce projet de loi, avant, pendant et après le confinement n'a pas cessé d'être dénoncé et rejeté par la majorité du milieu scientifique et universitaire. Pour que la recherche avance dans tous les domaines, il faut des crédits attribués directement aux laboratoires et des postes statutaires tout de suite et non des promesses pour dans 10 ans ».
- Pour le SNESUP-FSU : « le gouvernement passe en force son projet de loi fortement dénoncé et combattu dans le milieu depuis un an. Notre ministre exerce un chantage inadmissible sur les organisations syndicales en associant projet de loi LPR et revalorisation des rémunérations pour certains personnels (pas tous), en échange de l'augmentation de la précarité des jeunes collègues ».
- Pour Solidaires (SUD éducation - SUD Recherche EPST - Solidaires Etudiant-e-s) : « La LPR est une loi qui, d'un point de vue budgétaire, est loin d'apporter les moyens nécessaires pour répondre aux besoins de la recherche publique et qui par contre casse ce qui fait la force de la recherche publique en France, à savoir en premier lieu le recrutement sur des postes de titulaires permettant de mener une recherche indépendante dans la durée. Pour tenter de faire accepter cette casse, le gouvernement distribue des miettes aux titulaires, sous la forme de promesse d'augmentation des primes, pour partie individualisées, et de promotions. Nos syndicats ne participeront pas à ce marchandage indécent alors que la LPR condamne les nouvelles générations de travailleurs et de travailleuses de la recherche publique à une précarité sans fin ».

Les médias présentes ont rendu-compte :

- <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/emissions/jt-1920-languedoc-roussillon> (à 00:11:54)
- <https://lepoing.net/toujours-contre-la-loi-contre-la-recherche/>
- <https://www.francebleu.fr/infos/education/rassemblement-a-montpellier-pour-la-recherche-publique-l-enseignement-superieur-c-est-30-de-1602598348> (Arrivés tardivement le rassemblement presque terminé d'où un comptage partiel des manifestants)

On ne lâche rien !

